

1 copie de Mme
cote
N° 28/CA du répertoire

2002-42/CA3 du greffe

Arrêt du 25 Mai 2011

Affaire : AMOUSSOU C. Mènegon

C/
Préfet de l'Atlantique

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 08 Avril 2002, enregistrée au greffe de la Cour le 15 Avril 2002 par laquelle monsieur AMOUSSOU C. Mènegon a introduit un recours aux fins d'annulation des arrêtés N°2/192/DEP-ATL/CAB/SAD du 20 juin 2000 et N° 2/011/DEP-ATL/CAB/SAD du 27 janvier 2000 ainsi que tous les actes subséquents pris par le Préfet du département de l'Atlantique.

Vu la loi N°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attribution de la Cour Suprême.

Vu la loi N° 2004-20 du 17 avril 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la cour Suprême.

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le conseiller Jérôme O. ASSOGBA en son rapport ;

Où l'avocat général Lucien A. DEGUENON en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par requête en date du 08 avril 2002, enregistrée à la Cour le 15 avril 2002 monsieur AMOUSSOU C. Mènegon a introduit un recours aux fins d'annulation des arrêtés n°2/192/DEP-ATL/CAB/SAD du 20 juillet 2000 et N°2/011/DEP-ATL/CAB/SAD du 27 janvier 2000 ainsi que tous les actes subséquents pris par le Préfet du département de l'Atlantique.

Qu'il expose que le 18 août 1998, il a acquis de monsieur AKODJINOU Victor la parcelle « N » du lot 2141 du lotissement de Mènantin ;

Que cette parcelle originellement propriété de monsieur TOSSA Mètolé avait été relevée à l'état des lieux n°12649^e et recasée à son profit avant qu'il ne la cède au nommé AKODJINOU Victor ;

Que contre toute attente, il a constaté fortuitement que par arrêté n°192/DEP-ATL/CAB/SAD du 20 juillet 2000, le Préfet a dépossédé le propriétaire initial de cette parcelle et l'a attribuée au sieur Lay AÏNAVI ;



notifié par l'arrêté 3204-3208-3209-3210/Ges du 25/05/2011

Vu le 6/8/2012

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

[Signature]

88

Que sur ce, il sollicite de la haute juridiction l'annulation des arrêtés n°192/DEP-ATL/CAB/SAD du 20 juillet 2000 et n° 2/011/DEP-ATI/CAB/SAD du 27 janvier 2000 ainsi que tous actes subséquents.

Considérant que le requérant fonde son recours sur les moyens tirés d'une part du défaut de motivation des arrêtés querellés en ce que, bien qu'il est fait obligation à l'autorité administrative de motiver ses décisions surtout lorsqu'il s'agit de décisions individuelles défavorables à un citoyen, les arrêtés attaqués ne laissent transparaître aucun motif justifiant la décision du préfet de l'Atlantique de retirer la parcelle N du lot 2141 de Mènonatin à Monsieur TOSSA Mètolé et de l'attribuer à Monsieur Lay AÏNAVI ;

d'autre part la violation des droits de la défense en ce que le Préfet de l'Atlantique, avant la prise des arrêtés contestés ne lui a pas permis de présenter ses moyens en défense ;

ensuite de l'abus de pouvoir par le préfet de l'Atlantique, en ce qu'aucun motif de fait et de droit ne permet à l'autorité préfectorale de retirer à TOSSA Mètolé la parcelle « N » du lot 2141 de Mènonatin que ce dernier a régulièrement acquise et qui n'a jamais fait l'objet d'un conflit ;

et enfin de la violation des droits acquis en ce que la parcelle en cause a fait l'objet d'une part de recasement au profit de TOSSA Mètolé depuis 1992-1994, d'autre part d'occupation par AKODJINO Victor à qui il l'a vendu avant que les arrêtés préfectoraux de retrait de cette parcelle n'interviennent en 2002 sans aucun motif.

Considérant que maître Alexandrine F.SAÏZONOU, pour le compte du Préfet du département de l'Atlantique conclut au principal, à l'irrecevabilité de l'action de monsieur AMOUSSOU C. Mègon pour défaut de recours gracieux ou hiérarchique en raison de ce que le requérant n'a pas produit une pièce pouvant établir l'existence de ce recours préalable obligatoire ;

et au subsidiaire, au mal fondé de l'action du requérant motif pris de ce que, aucune des pièces versées au dossier pour justifier son droit de propriété n'a été délivrée par l'autorité préfectorale qui selon l'article 3 du décret n° 55-635 du 20 mai 1955 relatif au groupe d'habitation et au lotissement dans les territoires relevant du Ministre de la France d'outre mer est, en tant que représentant de l'Etat au niveau de son département, le seul habilité à initier les projets de lotissement et à ce titre a l'obligation de rétablir les vrais propriétaires ou les sinistrés dans leurs droits ; et de ce que par ailleurs le requérant ne précise pas de qui les multiples vendeurs de cette parcelle ont acquis leur droit de propriété.

117

88

En la forme

Considérant que le préfet de l'Atlantique se fondant sur les dispositions de l'article 68 de l'ordonnance n°21/ PR du 26 avril 1966, oppose au requérant le défaut de la preuve de l'existence du recours gracieux ou hiérarchique pour conclure à l'irrecevabilité de son recours.

Considérant que le requérant a produit une copie du recours gracieux daté du 10 décembre 2001 qu'il a adressé au Préfet du département de l'Atlantique sans cependant rapporter la preuve de son dépôt et de sa réception ;

Que l'absence d'une pièce justifiant le dépôt du recours gracieux ou hiérarchique et sa réception par l'autorité administrative auteur de l'acte contesté est susceptible de régularisation au cours de la procédure ;

Considérant que maître Césaire SANVI, Avocat constitué pour la défense de ses intérêts a produit d'une part le récépissé postal du dépôt du recours gracieux et d'autre part l'accusé réception dudit recours par le Préfet du département de l'Atlantique ;

Que le moyen de l'administration fondé sur le défaut du recours gracieux ne peut être retenu eu égard à la régularisation intervenue s'agissant de la preuve du dépôt et de la réception dudit recours.

Considérant que le requérant a porté son recours devant la haute juridiction dans les forme et délai de la loi ;

Qu'il convient de le déclarer recevable.

Au Fond

Sur les moyens tirés du défaut de motivation des arrêtés attaqués et de la violation des droits acquis

Considérant que le requérant reproche au Préfet du département de l'atlantique de n'avoir pas motivé les arrêtés n° 2/192/DEP-ATL/CAB/SAD du 20 juillet 2000 et n° 2/011/DEP-ATL/CAB/SAD du 27 janvier 2000 par lesquels il a remis en cause le droit de propriété de monsieur TOSSA Mètolé dont monsieur AKODJINO Victor et par conséquent lui-même détiennent leur droit relativement à la parcelle N du lot 2141 de Mènotin depuis 1992-1994;

Que pour justifier le droit de propriété et d'occupation de ladite parcelle de Mètolé TOSSA, cédée successivement à Monsieur AKODJINO Victor et à lui-même il a versé au dossier :

1- les reçus des frais de relevé d'état des lieux et de lotissement de la parcelle enregistrée sous le n°12649^e délivrés par



[Signature]

[Signature]

112 2- l'institut national de cartographie et de la société nationale de gestion immobilière ;

112 3- le certificat de mutation de la parcelle relevée à l'état des lieux sous le n° 12649° et recasé dans le lot 2141 parcelle N du lotissement de Mènontin entre les nommés AKODJINOU Victor et AMOUSSOU Cocou Mènagon délivré par le Directeur de l'Urbanisme ;

112 3 les conventions de vente affirmées respectivement les 26 avril 1994 et le 10 novembre 1998 par le chef de la circonscription urbaine de Cotonou attestant les cessions successives de la parcelle N du lot 2141 état des lieux 12649° entre TOSSA Mètolé et AKODJINOU Victor d'une part et entre AKODJINOU Victor et AMOUSSOU Cocou Mènagon d'autre part ;

Considérant que de l'examen de ces différentes pièces au dossier qui ne sont pas contredites par le Préfet du département de l'Atlantique, il est établi que le nommé TOSSA Mètolé est le propriétaire initial de la parcelle relevée à l'état des lieux sous le n° 12649° du lotissement lot 2141 de cette zone pour y avoir été recasé depuis 1987 ;

Qu'elle a cédé cette parcelle à AKODJINOU Victor qui à son tour l'a vendue au requérant ;

Que l'occupation de ladite parcelle par le requérant relève du fait de l'administration par le biais des structures chargées du lotissement et du recasement dans cette zone ;

Considérant que les arrêtés n° 2/192/DEP-ATL/CAB/SAD du 20 juillet 2000 et N° 2/011/DEP-ATL/CAB/SAD du 27 janvier 2000 pris par le Préfet du département de l'Atlantique pour procéder au retrait à TOSSA Mètolé de la parcelle N du lot 2141 et à son attribution au nommé LAY AÏNAVI, ne comportent aucun élément permettant au juge administratif d'apprécier les raisons soutenant cette décision administrative qui remet en cause un droit reconnu préalablement à une autre personne ;

Qu'invité à présenter ses observations relativement à la demande du requérant, le Préfet se prévaut des prérogatives que lui accorde le décret n°55-635 du 20 mai 1955 et l'arrêté n°0023/MEHU/DC/DU du 22 octobre 1996 en matière de lotissement sans préciser en quoi sa décision vient rétablir le nommé LAY AÏNAVI dans son droit d'occupation de la parcelle « N » du lot 2141 de Mènontin déjà attribué à TOSSA Mètolé depuis plusieurs années.

Que cette décision du Préfet contenue dans les arrêtés attaqués, telle que prise viole non seulement l'obligation qui lui est faite de motiver ses décisions administratives individuelles retirant une décision créatrice de droit mais aussi le principe de droits acquis en ce que sa décision de retrait de parcelle prise courant

112

88

l'an 2000 à travers les arrêtés objet du présent recours, alors que TOSSA Métolé de qui, le requérant tient son droit, par ricochet en était attributaire depuis 1987, est intervenue largement au-delà du recours contentieux ;

Que par conséquent, il y a lieu sans qu'il n'est besoin d'examiner les autres moyens du requérant d'annuler les arrêtés n°2/192/DEP-ATL/CAB/SAD du 20 juillet 2000 et n°2/011/DEP-

ATL/CAB/SAD du 27 janvier 2000 du Préfet du département de l'Atlantique avec toutes les conséquences de droit.

PAR CES MOTIFS

DECIDE

Article 1^{er} : Le recours en date du 8 avril 2002 de AMOUSSOU Cocou Ménagon aux fins d'annulation des arrêtés n°2/192/DEP-ATL/CAB/SAD du 20 juillet 2000 et n°02/011/DEP-ATL/CAB/SAD du 27 janvier 2000 ainsi que tous les actes subséquents est recevable.

Article 2 : Lesdits arrêtés sont annulés avec toutes les conséquences de droit.

Article 3 : Les frais sont mis à la charge du Trésor Public.

Article 4 : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (chambre administrative) composée de :

Jérôme O. ASSOGBA, Conseiller de la chambre administrative,

PRESIDENT ;

Eliane R. G. PADONOU
et
Etienne FIFATIN

CONSEILLERS

Et prononcé à l'audience publique du mercredi vingt cinq mai deux mille onze, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :



[Signature]

[Signature]

Lucien A.DEGUENON

MINISTERE PUBLIC ;

Geneviève GBEDO,

GREFFIER ;

DE = GRATIS

Et ont signé

Président, Rapporteur

Jérôme O. ASSOGBA

Le greffier,

Geneviève GBEDO



Registre à Cotonou n° 22-02-092

33 Case 1434

GRATIS

Inspecteur de l'Enregistrement

Erick M. M.
AKAKPO - DJINOUNTRY